



« Sur la French Tech, nos politiques pratiquent la désinformation ou rêvent éveillés »

Professeur adjoint à HEC, **Véronique Nguyen** est associée dans les fonds de business angels CTO Partners et Conquest Venture.

Que vous inspire la venue en force des politiques français au Consumer Electronics Show de Las Vegas ?

Ils y vont pour se faire une image de spécialistes des nouvelles technologies et de leurs enjeux. Ils ne manqueront pas d'ailleurs d'y célébrer les succès de la French Tech. Mais il suffit de regarder les résultats : depuis vingt ans que nous parlons de cela, nous n'avons que trois licornes : Vente-privée.com, Blablacar et Criteo, alors que l'on en recense environ 200 dans le monde et 40 en Europe, la Grande-Bretagne raflant largement la mise. Ceci alors qu'il y a des talents incroyables en France, une vraie effervescence de projets, et des avancées majeures dans des tas de domaines. Cela démontre simplement que les politiques manipulent les symboles plutôt que de traiter la réalité. Se gargariser au

CES me paraît relever de la pire désinformation. Nos politiques rêvent éveillés, lorsqu'ils laissent entendre que ces nouvelles activités vont sauver l'emploi. Nos trois licornes emploient environ 5 000 personnes dans le monde. En regard, le pôle énergie d'Alstom qui a été « bradé » il y a deux ans à General Electric employait 35 000 personnes. Et le groupe américain, par l'intermédiaire du mari de Valérie Pécresse, a déjà commencé à « dégraisser » les effectifs en France.

Comment expliquez-vous cet état des lieux déprimant ?

En France, beaucoup de start-up tiennent quelques années, mais le taux de « transformation » en entreprises pérennes et pourvoyeuses



d'emploi est très faible. C'est d'abord un problème de financement. Entre ce qui se passe en France et dans les pays leaders dans le domaine, le rapport est de 1 à 10 ou de 1 à 20. Mais cet aspect est la partie visible de l'iceberg! Il faudrait aussi parler des subventions et des commandes publiques, qui représentent entre 3 et 10 fois plus que les montants injectés par les investisseurs privés aux Etats-Unis. Depuis trente ans, la responsabilité des politiques dans la désindustrialisation de la France est énorme. Contrairement à ce qui s'est passé en Corée ou en Chine, qui sont partis de zéro, il n'y a eu aucune vision qui aurait consisté à mettre le paquet sur quelques

« Contrairement à ce qui s'est passé en Corée ou en Chine, qui sont partis de zéro, il n'y a eu aucune vision en France »

industries et tout faire pour qu'elles deviennent des leaders mondiaux. Pour illustrer le volontarisme du gouvernement chinois qui a fait des écrans plats une priorité stratégique, on peut prendre l'exemple du groupe chinois BOE Technology qui a levé 7,5 milliards de dollars en 2013, dont près de la moitié auprès de partenaires étatiques pour construire trois lignes de production d'écran de nouvelle génération (LCD et OLED). Résultat, au CES aujourd'hui, la Chine rafle un tiers des stands! De l'autre côté du spectre, la Commission européenne a sanctionné Technicolor, ex-Thomson, et cinq autres comparses pour une entente, entre 1999 et 2005, sur un produit disparu (les tubes cathodiques) et leur a infligé une amende record de 1,47 milliard d'eu-

ros en 2012. L'amende a fait basculer les comptes de Technicolor dans le rouge, alors qu'il tentait péniblement de sortir la tête de l'eau après plusieurs années de pertes. Une Europe ultra-libérale qui a livré nos champions à la concurrence internationale et des politiques français qui n'ont pas de vision, voilà les raisons du désastre actuel.

Que faudrait-il faire pour améliorer la situation ?

Dans l'idéal, il faudrait mettre en place un « small business act » comme celui qui existe aux Etats-Unis depuis Eisenhower. C'est un serpent de mer, mais on sait bien que c'est impossible puisque contraire aux règles de libre-concurrence imposées par Bruxelles. Il faudrait en effet favoriser son propre pays et certaines entreprises dans des secteurs particuliers. Ce serait un beau combat à mener en Europe, si une coalition d'hommes politiques le prenait à bras-le-corps. Ensuite, en plus des subventions, avantages fiscaux et sociaux, aides à l'exportation et prêts, lorsque nous accordons des aides au développement, nous devrions pratiquer, comme certains pays, « l'aide liée » c'est-à-dire exiger en échange que ces pays fassent travailler des entreprises françaises plutôt que d'acheter chinois. Dans 50 ans, on se rendra compte du gâchis. Nous avons des champions de la deuxième révolution industrielle que nous avons laissés tomber. Quant à ceux qui pourraient l'être à l'occasion de la troisième et de la quatrième, nous les laissons galérer.



DR

Véronique Nguyen.

Interview Irène Inchauspé
@iinchauspe